



**LIMINAIRE AU COMITE
SOCIAL
D'ADMINISTRATION LOCAL
DE LA VIENNE DU
30/09/2025**



Madame La Présidente ,

Nous avons appris avec colère l'agression grave survenue dans l'Allier ce 23 septembre 2025.

Une contrôleuse stagiaire s'est faite arroser d'allume barbecue en box par une contribuable. Celle-ci a ensuite essayé d'allumer le liquide. La collègue a été extirpée du box, laissant la contribuable seule. Là elle a allumé des départs de feu, à une poubelle et à un siège, puis a tenté de passer par l'accueil pour rejoindre les bureaux. Deux inspecteurs l'en ont empêché. Ils se sont aussi fait asperger et elle a tenté d'allumer le liquide.

Nous adressons tout notre soutien fraternel aux agents directement touchés ainsi qu'à l'ensemble de l'équipe profondément marquée par cet acte.

Cet événement n'est pas un fait divers isolé. Il révèle la montée continue des violences auxquelles sont confrontés les agents des Finances Publiques : insultes, menaces, dégradations, intrusions, agressions physiques. Ces actes sont aussi le résultat du fonctionnaire bashing et de choix politiques qui affaiblissent nos services.

Depuis des années, la CGT alerte sur l'insuffisance des moyens de protection et sur la nécessité d'un plan national de sécurité digne de ce nom.

Les rénovations successives des accueils physiques éloignent de plus en plus l'encadrement des agents.

Trop, c'est trop !

Nous dénonçons la passivité du Ministère et de la Direction Générale qui communiquent après chaque drame mais ne mettent pas en place de mesures structurelles et immédiates pour protéger les agents.

La sécurité des agents n'est pas négociable. Elle n'est pas un sujet de communication mais une obligation légale et morale que l'administration ne peut plus éluder.

La CGT Finances Publiques 86 se tient aux côtés de la section de l'Allier et exige du Ministère et de la DGFIP des décisions immédiates et visibles. Sans cela, nous continuerons à alerter publiquement, à utiliser tous les leviers réglementaires et juridiques, et à mobiliser les agents pour faire respecter leur droit fondamental à travailler en sécurité.

Pour toutes ces raisons et bien d'autres raisons La CGT Finances Publiques 86 appellent tous les agents à se mettre en grève le 02 octobre 2025 notamment pour l'arrêt des suppressions d'emplois qui contribuent à la détérioration des conditions de travail et au mal-être des agents.

Pour la CGT, ce n'est pas aux agents de payer de leur santé le manque d'organisation de la

direction !

La CGT dénonce aussi, l'absence de pris en compte des conséquences dans le mode de recrutement au choix des A, qui s'effectue de plus en plus au fil de l'eau. Cela annonce-t-il l'élargissement de ce recrutement au niveau national ? Est-ce la fin programmée des mouvements nationaux ? Est-ce les prémices du mode de fonctionnement de la Fonction Publique territoriale :

- où l'agent doit trouver un poste vacant ou susceptible d'être vacant sur le territoire national, au risque de ne plus pouvoir muter,

- où l'agent stagiaire a 4 ans pour trouver un poste avant de perdre le bénéfice de son concours.

La DGFIP aujourd'hui n'apporte pas de réponse à ce questionnement, poursuivant au contraire les réformes délétères.

Certains sujets abordés aujourd'hui nécessiteraient pourtant une analyse particulière mais la documentation semble légère...Le but serait-il encore une fois de cocher la case du dialogue social en évitant au maximum de discuter de façon constructive avec les représentants du personnel ?

La CGT Finances Publiques exige l'arrêt des réformes de la DGFIP qui mettent à mal les collectifs de travail et détériore les conditions de travail des agents.